

ABOLIR LA POLICE ?

Depuis quelques années, la question de l'abolitionnisme de la chaîne pénale (de la police, de la justice et de la prison) a connu un renouveau notamment aux Etats Unis suite à l'assassinat de George Floyd où l'abolition est devenue mainstream.

Cette campagne d'affichage "8 to Abolition" a été traduite et remise dans un contexte français par le collectif Matsuda dans leur livre "Abolir la Police - échos des États-Unis". Iels font partie avec des auteurices comme Gwenola Ricordeau des transmissions en Europe des luttes abolitionnistes. Iels nous parlent de leurs victoires, leurs défaites et de la multitude de pratiques qui ont émané de cette envie de se défaire de ces institutions. Que ce soit par l'organisation communautaire, la justice transformatrice ou la lutte frontale contre les forces de l'ordre.

En mettant sous forme de brochures cette campagne pensée pour de l'affichage, nous espérons voir une meilleure circulation voir une reprise en France de cette campagne dans les milieux anticarcéraux mais surtout au-delà. L'abolition de la chaîne pénale doit pouvoir s'inscrire dans toutes nos luttes, queers, antifascistes, antiracistes, décoloniales, féministes, anti-impérialistes et écologistes.

Le combat contre la police et son idéologie doit devenir une véritable force et ne plus se limiter à leur violence spectaculaire.

La police remplis un rôle dans notre société que nous devons remplacer par d'autres formes non policières, non punitive et non carcérale.

Pour nous, tout changement allant dans le sens de l'abolition, du démantèlement et de la remise en question de la chaîne pénale possède un caractère révolutionnaire.

Nous vous souhaitons une bonne lecture !



**#8 TO ABOLITION
COMMENT
ABOLIR LA
POLICE ?**



8/8

Investir pour l'auto-organisation communautaire

Favoriser les conseils de voisinage avec une attention particulière pour les communautés et personnes marginalisées / Déterminer les besoins de la communauté et investir dans des ressources communes / Investir dans des approches de santé publique communautaire, qui comprennent la prévention non-carcérale de la violence, les programmes d'intervention et d'éducation basée sur le témoignage, le consentement et les limites, les relations saines / Investir dans des ressources multilingues pour les communautés de migrant·es et de demandeur·ses d'asile.



1/8

Démanteler la Police

Rejeter toute proposition d'augmentation des budgets de la police / Exiger la suppression progressive des budgets / Pas d'embauche de nouveaux agents / Suppression totale du financement de service de communication / Abolir l'outrage à agent / Mettre fin à la prise en charge des frais de justice pour les forces de l'ordre par l'État / Abroger toutes les lois qui justifient les fautes professionnelles de policiers / Exiger que les policiers puissent être tenus responsables de leurs fautes et d'avoir recouru à la violence / Supprimer l'IGPN et l'IGGN / Réduire le pouvoir des syndicats policiers / Exiger que les universités mettent fin à leurs relations avec les préfets de police / Dénoncer les conventions Justice-Police-Éducation



2/8

Démilitariser la Police

Désarmer les forces de l'ordre : y compris la police nationale, municipale, la gendarmerie et les entreprises de sécurité privées / Interdire l'usage de LBD et de grenades offensives / Mettre fin à la militarisation et au maintien de l'ordre dans les quartiers, à la police de proximité et à tous les programmes de police type « Quartiers de Reconquête Républicaine » / Dissoudre la BAC et la BRAV-M / Mettre fin au plan VIGIPIRATE et abroger les états d'urgence qu'ils soient terroristes ou sanitaires / Renoncer aux programmes de militarisation de la police / Interdire les formations militaires aux forces de l'ordre et séparer la gendarmerie de l'armée / Interdire les échanges de formation entre les forces de l'ordre françaises et les institutions militaires et policières internationales / Cesser l'exportation d'armes.



7/8

Investir dans l'entraide pas dans la police

Investir dans l'enseignement et la santé, y compris mentale, et soutenir les plannings familiaux / Rendre les transports publics, gratuits et accessibles pour tou·tes / Mettre fin à l'inégalité de financement des écoles en fonction de leur zone géographique / Installer des toilettes publiques gratuites, sécurisées et non-genrées / Investir dans des banques alimentaires, des coopératives d'épiceries, des jardins et des fermes locales et collectives / Investir dans des programmes d'éducation qui promeuvent l'apprentissage, la sécurité et le soin communautaires.



6/8 **Fournir un logement sûr à tou·tes**

Annuler les loyers sans obligation de remboursement pendant le COVID-19 / Réutiliser les bâtiments, les maisons, les appartements vides et les hôtels pour loger les personnes sans-abri / Interdire les expulsions / Fournir un soutien sans équivoque aux personnes réfugiées et aux communautés cherchant l'asile / Assurer que les survivantes de violences générées aient accès à des options de logement alternatives / Fournir des options de logements non-coercitives pour les jeunes queers et trans qui ont subi des préjudices ou ont été rejeté·es par leurs familles.



3/8 **Interdire le fichage**

Mettre fin aux contrats de la police et de l'armée avec toute entreprise privée qui fournit des technologies de surveillance (vidéosurveillance, reconnaissance faciale, bases de données ADN et biométriques, détection acoustique des coups de feu, drones, IA – intelligence artificielle – et algorithmes de profilage des risques ainsi que toutes autres formes de police prédictive) / Interdire la conception expérimentale et le déploiement de ces technologies / Interdire aux forces de l'ordre de mettre en place des contrats avec les universités pour améliorer la reconnaissance faciale / Supprimer la biométrie dans les écoles et universités / Interdire les relevés biométriques / Interdire les applications policières et les bases de données permettant le fichage / Interdire le fichage S ainsi que l'accusation d'apologie du terrorisme / Supprimer les bases de données / Interdire les perquisitions et les assignations à résidence.



4/8

Libérer les prisonnière·es

Fermer les prisons et les CRA / Rejeter les « alternatives à l'incarcération » qui sont carcérales par nature, y compris les tribunaux de police et les maisons de Justice, le bracelet électronique et des programmes coercitifs de justice réparatrice / Baisser les financements des services du parquet / Mettre fin à la détention provisoire / Libérer toutes les personnes en détention pour violation de la libération conditionnelle / Rendre libres et gratuites toutes les communications entre et par les prisonnière·es / Mettre fin à la détention des migrant·es et à la séparation des familles / Supprimer les ERIS / Abolir le mitard et les quartiers disciplinaires.



5/8

Abroger les lois qui criminalisent la survie

Abroger les lois criminalisant les personnes impliquées dans le travail du sexe, la vente de drogue et l'économie de rue / Abroger les lois criminalisant l'occupation de l'espace public, en particulier pour les personnes sans-abri et les « gens du voyage » / Abroger les lois qui criminalisent les survivantes de violences genrées / Mettre fin aux amendes et frais de justice associés aux procédures judiciaires pénales y compris les contraventions, les cautions en espèces, les frais de justice ainsi que les frais de libération conditionnelle et de probation / Abroger les lois sur l'absentéisme scolaire qui précarisent les étudiant·es boursier·es du CROUS et qui suppriment les allocations familiales aux parents / Abroger les lois contre la dissimulation du visage, y compris le port du voile.